



Téléphoto AP — Canada Wide

Alexandre Soljenitsyne, écrivain soviétique renommé et lauréat du prix Nobel, fut expulsé de l'Union soviétique en février. On autorisa sa famille à le rejoindre à la fin de mars. Le voici accueillant les siens à

l'aéroport de Zurich, enlaçant ses fils Stepan (à gauche) et Ignat, tandis que sa femme tient une gerbe de fleurs qu'on lui a offerte.

l'Ouest peut se plaindre des entraves à la libre circulation des idées alors que, de fait, il se publie cinq ou dix fois plus d'œuvres littéraires occidentales dans le bloc communiste que d'ouvrages communistes dans les pays de l'Ouest.

Ce dernier commentaire m'a rappelé qu'il y a 20 ans, une importante maison d'édition de Moscou publiait une version russe de mon ouvrage intitulé *Japan Diary*. On n'a jamais demandé la permission de traduire ce livre, pas plus qu'on ne m'a avisé de sa publication. Ce n'est que trois ou quatre ans après la parution du volume en librairie à Moscou, une fois que deux éditions de 25,000 exemplaires chacune eurent été complètement épuisées, que je suis tombé dessus par hasard dans une librairie soviétique de New York. En l'examinant de plus près, j'ai constaté que les éditeurs avaient pris soin de supprimer tous les passages qui traitaient de la politique et des interventions soviétiques au Japon et en Corée ou qui parlaient des diplomates et des écrivains soviétiques que j'y avais rencontrés.

«Troisième corbeille»

A la Conférence de Genève, la question d'une plus libre circulation des idées et des

personnes s'est fait connaître sous le nom de «Troisième corbeille». Dès l'ouverture, les délégués soviétiques ont mené une lutte obstinée au sujet du contenu de ce dangereux réceptacle. Leur principal effort vise à limiter les échanges aux seuls éléments qui ne violeront pas les coutumes des pays signataires, enrichiront spirituellement les nations et serviront la cause de la paix. Cette formule permettrait évidemment de pratiquement tout interdire, depuis la Bible jusqu'aux traités sur la liberté.

Mais Genève, bien sûr, ne constituait pas le seul champ de bataille. Après avoir précipitamment signé la convention internationale sur les droits d'auteurs, Moscou a voulu s'en servir pour empêcher la publication à l'étranger d'ouvrages soviétiques indésirables. De plus, en mai dernier, à la Conférence de Bruxelles sur la transmission d'émissions de télévision par satellite, le chef de la délégation soviétique, M. Y. Zharov, a émis l'opinion que «la diffusion d'émissions télévisées doit être exclusivement au service de la paix et de l'affermissement des liens d'amitié entre les peuples». Il a réclamé une convention interdisant la diffusion d'émissions «qui nuiraient à la cause de la paix et de la sécurité, propa-